

Nouvelles du front

Château-Thierry : Diviser pour mieux régner (la honte !)

La cellule d'accueil fait mon orgueil ...
Il faut qu'ça marche, m'a dit le D.R.H.
Alors quand vient la période des déclarations
Je réserve à ces agents un régime d'exception
Tous les soirs après l'turbin
Aux environs de 17 heures
Pendant que les autres regagnent leur demeure
Je leur offre un p'tit coup d'Jenlain
Ca leur fait le plus grand bien !
Et les pétasses de la gestion
N'ont rien à s'mettre dans l'carafond ?
Bien sur que si ! La pompe à eau
Reste toujours fraîche à leur niveau

Saint-Quentin : « Portes Ouvertes » avant l'heure

Un mois à peine après la suppression du poste de gardien-concierge, l'Hôtel des Finances de Saint-Quentin a reçu la visite de malfaiteurs dans la soirée du 1er au 2 octobre, visant le coffre du Trésor Public (pardon, du SIP !)
Certains n'ont donc pas attendu l'invitation officielle du 13/10/2009 pour venir visiter le bâtiment du 51 Bd Roosevelt ... C'est bien dommage ! A quelques jours près, les agents auraient pu leur expliquer en « direct live » comment gérer la réception, les appels téléphoniques et les courriers de réclamation ou demandes de remise gracieuse des taxes habitation et foncière ... en plus des relances des déclarations d'impôt et des mises à jour cadastrales ... Peut-être ont-ils eu pitié des agents du SIP de Saint Quentin, préférant venir en leur absence pour ne pas les gêner dans leur travail ! (?)

Aisne : Gentils G.O (dans l'Aisne, c'est pas le Club Méd !)

Début octobre, les géomètres du département ont reçu une note du chef du PTGC (Pôle Topographique de Gestion Cadastre) leur indiquant qu'ils n'étaient pas « dans les clous » concernant les objectifs du Plan d'Action Topographique Départemental (PATD) 2009. « PATD 2009 ? » s'interrogent les géos ... « Y en a un ??? ... on ne nous l'a pas communiqué ??? ». Petit mél au chef du PTGC : « PATD 2009 ? Quésaco ? ». En réponse, le fameux PATD 2009 ... accompagné d'un petit mot d'amour : si les objectifs ne sont pas remplis à la fin de l'année, vous aurez une note négative !

- 1 - C'est pas bien d'oublier de donner les objectifs. Après, les agents sont « tout perdus » !
- 2 - C'est encore moins bien d'engueuler et de menacer des agents dans ces circonstances.
- 3 - Les géos sont bien sûr « morts de rire », surtout ceux à 1 ou 2 ans de la retraite.
- 4 - Le cas échéant, vivement les appels de notes des géos en CAP Nationale. A la Centrale, ça va rigoler !

LA FEUILLE DE CHOU

Edito

Ca sent l'hiver !

Oui, ça sent l'hiver ... tout le monde a ressenti l'arrivée des premiers frimas. Les militants du Snadgi-CGT, en tournée départementale pour visiter les SIP de l'Aisne (voir en p.2) ont constaté l'ambiance, partout en berne. Faute à l'hiver qui arrive ... ou faute aux conditions de travail qui se dégradent ? A vous de choisir, mais pour ceux qui ont connu la vie dans les services il y a quelques années, le choix sera sûrement vite fait.

Alors, partout, ça sent l'hiver : ici, on va au boulot à reculons, ailleurs de chaudes larmes coulent régulièrement, des fois ça crie, ou ça rit bêtement, d'autres augmentent leur quotité de temps partiel ... bref, ça commence à sérieusement « péter les plombs » ! Quand on visite les services, l'expression que l'on entend le plus souvent, c'est « y en a vraiment marre ! » - Ca étonne quelqu'un ? Cette situation a été clairement signalée à l'administration locale par les élu-e-s du SNADGI-CGT lors de la CAPL du 12/10/2009 ... et l'on a cru comprendre, que même si elle feignait l'étonnement, l'administration n'était pas tout à fait ignorante du sujet. Pour autant, peut-on s'attendre à des mesures concrètes pour améliorer la situation ??? Bien sûr que oui, ayons confiance (?) : la Direction Générale semble elle-même enfin prête à ouvrir un peu le débat sur les conditions de travail, et le mal-être des agents. Des avancées concrètes et significatives peuvent être obtenues, pour peu que chaque agent s'empare du sujet : le SNADGI-CGT 02 sera très attentif, comme il l'a toujours été, à proposer des moyens d'action et à faire connaître l'expression des agents !

Mais pour autant, ça sent l'hiver ... Bientôt le mois de novembre ... le mois des suppressions d'emplois (sujet qui, bien que non inéluctable, semble encore malheureusement tabou pour ceux qui nous dirigent). Le tarif 2010 est connu : 34 000 fonctionnaires de moins, dont 2 428 à la DGFIP. Combien pour l'Aisne ??? La situation de tous les services est déjà tellement tendue ... catastrophique, peut-on même dire à certains endroits ...

Catastrophique, c'est aussi la situation de l'emploi industriel dans l'Aisne (voir en p.3).

Alors, ça sent l'hiver, certes ! Mais inutile d'attendre le printemps pour se réchauffer !

C'EST ENSEMBLE, PARTOUT ET TOUT DE SUITE QU'IL FAUT LUTTER !

Octobre 2009 numéro 15

Comment ça se passe, dans les SIP de l'Aisne ?

Six mois après la mise en place des premiers SIP dans l'Aisne, et au moment où Soissons et Laon s'apprentent à « passer à la casserole », un point d'étape s'impose ! C'est pourquoi le SNADGI-CGT a entrepris, début Octobre, une tournée départementale des SIP existants. Rencontres avec les collègues des cellules « accueil » « gestion » et « recouvrement » ... Petit résumé ci-après site par site, qui montre des situations très disparates.

Château-Thierry : 4 agents et un cadre A ont rejoint l'HDI pour assurer le recouvrement dans le SIP. Installés à proximité de la cellule accueil impôt/cadastre, ils se déclarent très satisfaits de leurs nouvelles conditions de travail, tant sur leur installation matérielle que pour la souplesse des règles de gestion (horaires variables, congés ...). Quant aux collègues « DGI », aucun changement pour eux pour l'instant ...

Bref, ça roule ... pourvu que ça dure !

Chauny : Pas de changement pour l'installation physique des agents sur ce centre, où le rez de chaussée était déjà partagé entre la Trésorerie mixte et le CDI. Un guichet est désormais spécialement dédié au SIP, alors que les encaissements en numéraire se font à la caisse de la Trésorerie (caisse unique).

Le gros problème réside dans l'effectif de la cellule recouvrement : 2 agents, plus un cadre A (installé au 1er étage), c'est évidemment problématique en cas d'absence. Le cadre A pallie en prenant à sa charge des tâches « que j'effectuais quand j'étais cadre C. Je n'ai pas passé les concours pour ça. ». On ne peut lui donner tort sur ce point ! Mais l'administration veille au grain et prévoit déjà la formation au recouvrement des agents du CDI. Interrogée sur ce point lors du CTPD du 02/10/09, l'administration a éludé. Signe tangible que le mensonge du « chacun garde son métier » ne tiendra pas longtemps !

Guisse : 2 agents ex-CP ont intégré le SIP : l'un est positionné dans l'espace accueil, le second est installé avec les agents du CDI. L'encaissement en numéraire est assuré par

la caisse de la Trésorerie adjacente. Ici encore, c'est surtout la taille minimaliste de la cellule recouvrement qui pose problème, mais l'administration compte certainement sur la bonne volonté et la conscience professionnelle des agents : un agent ex-CP « avoue » qu'il se fait régulièrement écrêter sur la pointeuse et qu'il lui reste 19 jours de congés à poser ... les agents du CDI commencent à penser qu'il faudra donner un coup de main, dans la perspective du départ en retraite de l'agent d'accueil primaire et du départ par concours d'un des deux agents ex-CP ...

Hirson : Un espace a été créé dans le hall de l'HDI pour accueillir les 2 agents « recouvrement ». Comme ailleurs, la taille très réduite de la cellule est problématique. Les agents du CDI, bien qu'installés au même étage, sont situés assez loin : il n'y a donc pas franchement symbiose. Certains ont même d'ors et déjà déclaré qu'il ne fallait pas compter sur eux pour donner un coup de main à la cellule recouvrement ... Pendant ce temps, les agents issus du Trésor ont l'impression « d'être sortis de l'âge de pierre » : des locaux neufs bien agencés, une agrafeuse immédiatement quand on demande et même un jour de congés au dernier moment en cas de besoin ... Bref, du progrès social !

Saint-Quentin : Ici, rien n'a changé ! La Trésorerie spécialisée « impôts » a été intégralement basculée au SIP. Chacun est resté dans ses locaux, avec ses propres missions (les agents du CDI ont juste « récupéré » les retours NPAI des avis de taxe foncière). Bref, une vraie « vitrine » pour la réforme !

L'emploi industriel Axonais est en danger !

Ce n'est pas nouveau ; dans l'Aisne, l'emploi industriel souffre depuis de nombreuses années. En 2009, le désastre s'amplifie encore ... la faute à « la crise » bien sûr ! La situation du département est désormais réellement catastrophique.

Ci-après plusieurs cas significatifs de la politique industrielle menée dans l'Aisne : la « crise » a bon dos !

St Gobain Emballage - Soissons : un four est en danger et c'est près de la moitié des emplois qui risque d'être supprimée, si ce n'est à terme, la fermeture de l'entreprise. Les résultats du groupe annoncés pour 2009 : **100 millions d'Euros de bénéfices !**

Borgers - St Quentin : Les donneurs d'ordre que sont RENAULT et PSA refusent d'investir dans l'entreprise et exercent un monstrueux chantage en délocalisant en Tchéquie la production possible chez Borgers.

Barelec - Etreux : De restructuration en restructuration, la production ne se fait que sur un seul produit. A la moindre baisse d'activité, l'entreprise se trouve en danger. A l'avenir, qui fabriquera les cordons électriques pour le gros électroménager ? Des solutions pour diversifier les productions sont possibles.

Nexans - Chauny : L'entreprise a bénéficié de 58 millions d'euros pour « sortir de la crise » ! Et elle décide de fermer le site de Chauny. Les fonds publics utilisés à la casse industrielle, un scandale !

BSL - Soissons : Un Plan social avec une réduction de 40 % des effectifs : seule réponse face au pillage de l'entreprise par des « patrons voyous » alors que l'activité peut se développer.

Focast Picardie - Soissons : des emplois menacés pour ne pas avoir su innover et développer d'autres productions.

Etirex - Soissons : une partie des commandes est redirigée vers les USA et l'Angleterre au détriment des petits clients français et européens, abandonnés. Politique délibérée car les cadres chargés de ces clients ont été remerciés.

Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive.

Bien sûr, le bilan humain est très lourd. Dans bien des cas, après le chômage partiel, c'est le chômage tout court. Des hommes et des femmes qui vont grossir les rangs des pôles emploi. Des familles pour lesquelles l'avenir s'annonce bien sombre.

De tout ceci, une fois encore, le patronat ne se soucie aucunement. Seule la perspective d'un profit encore plus grand l'intéresse. Et dans bien des cas, au mépris des engagements qu'il a pu prendre et pour lesquels il a reçu d'importants fonds publics (Nexans notamment).

La CGT a d'ailleurs exigé du Préfet qu'un bilan précis des aides accordées soit communiqué aux Organisations Syndicales. Jusqu'à présent, refus catégorique. L'Etat ne semble pas disposé à éclaircir une situation qu'il maintient volontairement dans l'opacité.

Si le département est particulièrement touché, il n'est malheureusement pas isolé, c'est pourquoi les Fédérations CGT de l'industrie appellent à une manifestation nationale à Paris le jeudi 22 octobre. Des bus CGT sont prévus au départ de Chauny, Saint-Quentin et Soissons.